

**Zeitschrift:** Arbido  
**Band:** - (2009)  
**Heft:** 2: Menschenrechte in Schweizer Informationseinrichtungen = Informer sur les droits humains en Suisse = Informare sui diritti umani in Svizzera  
  
**Artikel:** Politiques archivistiques pour la défense des droits de l'homme = Archivierungspolitik als Mittel zur Verteidigung der Menschenrechte  
**Autor:** Bianchi, Cristina  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-769827>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 09.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Politiques archivistiques pour la défense des droits de l'homme

Cristina Bianchi,  
archiviste communale, Pully

La nouvelle étude d'Antonio González Quintana, *Politiques archivistiques pour la défense des droits de l'homme: actualisation et extension du rapport élaboré par l'UNESCO et le Conseil international des archives (1995) sur la gestion des archives de services de sécurité des anciens régimes répressifs*, a été publiée en version espagnole sur le site web du Conseil international des archives (ICA) fin 2008<sup>1</sup>.

Le premier groupe de travail avait été constitué en 1994, sous l'égide de l'UNESCO et de l'ICA. Il comprenait des archivistes ayant de l'expérience avec ce type d'archives ainsi que des experts en défense des droits de l'homme, tous étant également représentatifs de pays en voie de transition politique tant en Europe qu'en Amérique latine. Antonio González Quintana, directeur de la section «Guerre civile espagnole» des Archives nationales historiques de Salamanque entre 1986 et 1994, en avait été nommé directeur de projet.

Il s'agissait alors d'analyser la situation des fonds documentaires relatifs à la répression politique produits et accumulés par ces régimes, dont beaucoup de pays européens, africains et asiatiques commençaient à se débarrasser, suite au processus général de démocratisation qui s'était amorcé dans les années 1980.

La communauté internationale des archivistes se faisait ainsi l'écho de la préoccupation manifestée par les groupes de défenseurs des droits de l'homme envers la survivance de ces documents, essentiels pour exiger les responsabilités, garantir d'hypothétiques réparations, reconstruire l'histoire sociale et assurer la continuité de

la mémoire collective, ainsi que des questions éthiques et déontologiques liées implicitement à la sauvegarde et au traitement de tels fonds d'archives, ainsi qu'à leur utilisation légitime.

Le groupe de travail fut ensuite chargé de présenter des recommandations, élaborées suite à l'étude menée par ses membres, concernant les procédures à mettre en place pour conserver ces fonds durant les processus de transition vers la démocratie<sup>2</sup>.

Plus de dix ans ont passé depuis, et l'auteur a senti le besoin d'actualiser le travail du groupe, étant donné que le monde a rapidement évolué et que les événements lui ont permis d'approfondir l'analyse de la corrélation entre les archives et les droits de l'homme. Il lui semblait également nécessaire d'ouvrir le champ de recherche à d'autres fonds d'archives que ceux des régimes répressifs, comme demandé par de nombreux chercheurs, historiens et archivistes.

En effet, pour mener à bien sa tâche de collecte, de conservation et d'utilisation des archives, l'archiviste a besoin d'une plus ample connaissance des organismes producteurs de fonds documentaires générés autant par la violation que par la défense des droits de l'homme. González Quintana différencie quatre groupes d'archives qui jouent un rôle important dans les transitions politiques et qui donneront les moyens de répondre aux questions posées:

– Les archives de l'horreur, ou de la terreur: le rapport analyse les caractéristiques de la genèse et le traitement documentaire liés à la violation massive des droits de l'homme depuis les institutions publiques qui possèdent des séries d'archives comme celles des Services de sécurité de l'Etat, tribunaux spéciaux, prisons et centres de détention, militaires, forces de l'ordre public et justice ordinaire. L'apparat répressif très développé est

souvent soutenu par un cadre pépasiériste important qui assure et garantit le pouvoir sur la population.

– Les archives de la douleur: le rapport étudie les caractéristiques de pratique documentaire des organismes dédiés à la défense des droits de l'homme ou à la dénonciation de leur violation. Ce sont les archives des organisations de victimes, partis, syndicats et associa-

En effet, pour mener à bien sa tâche de collecte, de conservation et d'utilisation des archives, l'archiviste a besoin d'une plus ample connaissance des organismes producteurs de fonds documentaires générés autant par la violation que par la défense des Droits de l'Homme.

tions d'opposition clandestine ou en exil, les organismes de défenses des Droits de l'homme comme les entités religieuses, groupes de juristes et avocats, organismes civils. Ces fonds représentent des sources essentielles pour la connaissance du passé et un support alternatif de preuves pour la reconnaissance des responsabilités et la réparation des violations de droits.

– Les archives de la justice: le rapport analyse les archives des institutions de justice transitionnelle et de com-

1 González Quintana, Antonio, *Políticas archivísticas para la defensa de los derechos humanos: actualización y ampliación del informe elaborado para UNESCO y Consejo internacional de archivos (1995) sobre gestión de los archivos de los servicios de seguridad del estado de los desaparecidos regimenes represivos*, Paris, ICA, 2008; adresse web: <http://www.ica.org/fr/node/39123>

2 González Quintana, Antonio, *Les archives de services de sécurité des anciens régimes répressifs*, in *Janus*, 1999.1, Paris, ICA, pp. 13–31

missions de vérité, créées suite à la disparition des régimes répressifs pour juger les responsables des violations ou pour mettre en place la réparation des dommages causés aux victimes par les agissements répressifs de l'Etat (tribunaux d'ex-Yougoslavie, du Rwanda, Pinochet; commissions de vérités établies pour l'Equateur, Pérou, Mexique et Paraguay). Ce sont de nouvelles machines génératrices de documents, souvent faites à base de témoignages de victimes et parfois de bourreaux. La justice se globalise et permet en même temps de réparer certains droits individuels: réhabilitation, amnistie, indemnisations, pensions et restitutions de biens.

– Les archives du quotidien: plus souvent qu'on ne le pense, ces archives apportent des preuves de violation des droits, surtout lorsque les sociétés qui les génèrent sont caractérisées par l'absence de libertés et la violation systématique des droits sous couvert d'impunité. Une politique d'archivage intégral qui comprend tous les documents publics est la meilleure garantie de préservation et de disponibilité des documents essentiels concernant les intérêts de la communauté. La spontanéité avec laquelle les documents sont générés les transforme en miroir de la société dans laquelle ils se produisent et en deviennent la mémoire la plus explicite.

Le rôle des archivistes, et des archives, a également fortement évolué; ils sont devenus les garants des droits du citoyen et les éléments essentiels de la

mémoire collective des peuples. Ils jouent un rôle de plus en plus important dans la consolidation des droits collectifs et individuels. Sept facteurs expliquent le besoin d'actualiser le rapport.

L'éclosion de la mémoire, dans les politiques de gestion du passé récent, ou de réhabilitation du passé plus ancien

**Le rôle des archivistes, et des archives, a également fortement évolué; ils sont devenus les garants des droits du citoyen et les éléments essentiels de la mémoire collective des peuples.**

donne une nouvelle importance aux archives. La perception sociale du passé, comme conditionnant le moment présent crée le besoin d'aller au-delà des discours officiels et mythes populaires.

L'impact produit par l'irruption des documents des services de sécurité dans les processus de transition politique, comme outils de réparation mais aussi comme armes politiques puissantes peut être utilisé à des fins partisans et amener certains avantages dans la lutte politique.

Le développement de politiques d'archivage permet de mettre en contraste les différentes sources (violation, défense) et fait prendre conscience de leur importance interrelationnelle. La rencontre entre archivistes et défenseurs des droits de l'homme a permis d'améliorer un travail interdisciplinaire qui met en parallèle beaucoup de points communs. Le fameux rapport sur la lutte contre l'impunité de Louis Joinet, actualisé par Diane Orientlicher, parle du droit de savoir et du devoir de mémoire, qui sont également des références essentielles pour le monde archivistique<sup>3</sup>.

La liste des archives localisées et ouvertes à la consultation a besoin d'être actualisée (par exemple la découverte des archives de la Police nationale du Guatemala en 2005). De même, le rapport mentionne l'évolution rapide des lois sur l'information, l'accès légitimé et la création d'instituts archivistiques ou de gestion du passé, comme

les Musées de la mémoire en Europe de l'Est.

La convergence d'intérêts entre les archivistes, les historiens, la société civile et les défenseurs des Droits de l'homme ont fait que beaucoup de réunions au sommet, symposiums ou conférences ont traité de la conservation et de l'accès à ces documents stratégiques, permettant la création d'un patrimoine collectif et la mise en place d'une justice réparatrice.

Cette analyse réactualisée propose douze recommandations aux pouvoirs publics. Elles sont développées et donnent des exemples concrets d'actions mises en place dans les pays à risque:

1. Les documents qui témoignent de la violation des droits de l'homme doivent être conservés.
2. Les documents qui témoignent de la violation des Droits de l'homme doivent être disponibles pour l'exercice des droits.
3. Les archives des organismes propres du régime répressif doivent se soumettre à la législation démocratique.
4. Les archives d'anciens régimes répressifs doivent rester sous le contrôle des nouvelles autorités démocratiques.
5. Les archives des Commissions de vérité et organismes similaires doivent être protégées et leur utilisation réglée par les lois.
6. Une solution doit être mise en place pour la sauvegarde et la conservation des archives des Tribunaux de justice créés dans le but de juger des crimes de guerre ou de lèse-humanité.
7. a) Les documents qui témoignent des répressions politiques passées doivent être gérés dans des centres d'archives officiels, ou en tous cas, si leur volume est trop important, n'être géré que temporairement dans un dépôt créé à cet effet, puis rejoindre les archives nationales; b) les centres d'archives qui gèrent les documents de la répression doivent se soumettre à la protection légale des biens d'intérêt culturel.
8. L'accès aux archives de la répression doit être légiféré.
9. Les pays en processus de transition doivent pouvoir exiger les sources sur la violation des droits de l'homme et la répression politique qui les af-

3 Joinet, Louis, *The Administration of Justice and the Human Rights of Detainees: Question of the impunity of perpetrators of human rights violations (civil and political)*, ONU, Commission on Human Rights, 1997 [http://www.unhchr.ch/huridocda/huridoca.nsf/\(Symbol\)/E.CN.4.sub.2.1997.20.Rev.1.En](http://www.unhchr.ch/huridocda/huridoca.nsf/(Symbol)/E.CN.4.sub.2.1997.20.Rev.1.En).  
Orientlicher, Diane, *Promotion et Protection des Droits de l'Homme: Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité*, ONU, Commission des droits de l'homme, 2005 <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G05/109/01/PDF/G0510901.pdf?OpenElement>

fectent se trouvant dans les mains des services d'intelligence des régimes de tradition démocratique. Le rôle de la société civile dans la pression des pouvoirs publics est valorisé, tant au niveau de la gestion des archives que de leur ouverture.

10. Les archives des organismes publics impliqués dans la violation des droits de l'homme doivent être localisées.
11. Des mesures d'aide à la localisation, protection et traitement archivistique des fonds documentaires produits par les organisations défendant les droits de l'homme et organismes d'opposition aux régimes répressifs doivent être organisés.
12. L'information sur les archives répressives doit être divulguée. Le recensement de tous les centres d'archives ayant ce genre de documents s'agrandit chaque jour et en garantit la visibilité et l'ouverture (en annexe au rapport; également par d'autres organismes comme les Archivistes sans frontières, Memoria abierta en Argentine, Mémoire du Monde de l'UNESCO et la section Archives et droits de l'homme de l'ICA).

Les principes de base de l'archivistique sont également valables dans les grandes lignes pour les archives de la répression. Identifier les fonds, appliquer le principe de provenance, créer des inventaires détaillés, réaliser des travaux de valorisation et les comparer à d'autres secteurs, conserver de manière confidentielle et sécurisée et en même temps gérer l'accès de manière équitable, ainsi qu'assumer une conduite déontologique pour les archi-

vistes qui s'occupent de ces documents des anciens régimes répressifs, sont les considérations et recommandations professionnelles données par González Quintana en fin de ce rapport qui, comme le précédent, se concentre surtout sur la période de 1974 à 1994, entre la révolution des Œillets au Portugal et la fin de l'Apartheid.

Quelques lois spécifiques sont également citées en annexe, dont celles d'Allemagne (la Commission fédérale pour l'administration des archives de la Stasi est présenté comme un modèle), Brésil, Slovaquie, Hongrie, et Pologne.

La nouvelle étude de Antonio González Quintana est un outil parmi d'autres qui rejoint la préoccupation du monde archivistique international: améliorer la préservation et l'accès aux documents d'archives concernant les violations des droits de l'homme. Le droit à

**Les principes de base de l'archivistique sont également valables dans les grandes lignes pour les archives de la répression.**

la vérité, le droit à la mémoire collective, le principe d'*habeas data*, qui permet à l'individu de faire des recherches historiques et de savoir ce que les archives contiennent comme information sur sa personne coïncident avec les principes évoqués par Louis Joinet, dans son rapport sur la lutte contre l'impunité. Le droit de savoir, le droit inaliénable à la vérité, le droit de justice, le droit à réparation et le devoir de mémoire doivent être étayés par des documents originaux qui ont valeur de preuve.

Dans ce même but, l'archiviste américaine Trudy Peterson a publié guide et rapport pour conserver les documents des Commissions de vérité et

**La nouvelle étude de Antonio González Quintana est un outil parmi d'autres qui rejoint la préoccupation du monde archivistique international: améliorer la préservation et l'accès aux documents d'archives concernant les violations des droits de l'homme.**

des tribunaux internationaux provisoires<sup>4</sup>. A l'âge de l'électronique, il y a urgence car la sauvegarde de ce genre d'archives ne peut attendre, même si la tâche est immense. Un tel défi ne peut être relevé qu'avec le soutien et la participation de tous les intéressés... Il faut que tous les organismes gouvernementaux, internationaux et les organisations non gouvernementales (ONG) intègrent la question des archives dans leur réflexion et encouragent la préservation de ces documents et leur accès dans des conditions contrôlées par la loi.

Contact: [cristina.bianchi@pully.ch](mailto:cristina.bianchi@pully.ch)

4 Peterson, Trudy, *Final Acts: a Guide to Preserving the Records of Truth Commissions*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2001; accessible également sur le site web [http://www.wilsoncenter.org/press/peterson\\_finalacts.pdf](http://www.wilsoncenter.org/press/peterson_finalacts.pdf); *Temporary Courts, Permanent records*, 2006, sur le lien <http://www.usip.org/pubs/specialreports/sr170.pdf>

[ a [ r [ b [ i [ d [ o ] ] ] ] ] ]

Leserbriefe/  
Courrier des lecteurs

[gilliozs@bluewin.ch](mailto:gilliozs@bluewin.ch)

Büro dltb

Idee - Realisation - Kommunikation  
Daniel Leutenegger, Bulliard, CH-1792 Cordast

[www.buero-dlb.ch](http://www.buero-dlb.ch)

# Archivierungspolitik als Mittel zur Verteidigung der Menschenrechte

Cristina Bianchi, Gemeindecarchivarin, Pully

Ende 2008 wurde eine neue Studie mit dem Titel *Archivpolitik zur Verteidigung der Menschenrechte: Aktualisierung und Erweiterung eines Berichts der UNESCO und des International Council on Archives (1995) zur Verwaltung der Archive der Staatssicherheit früherer repressiver Regierungen* auf der Website des International Council on Archives (ICA) veröffentlicht. Verfasser des Berichts in spanischer Sprache ist Antonio González Quintana<sup>1</sup>.

Die erste Arbeitsgruppe wurde 1994 unter der Schirmherrschaft der UNESCO und des ICA eingesetzt und bestand aus Archivaren, welche Erfahrung mit solchen Archiven hatten, sowie aus Menschenrechtsexperten. Die Arbeitsgruppe war auch mit Repräsentanten aus Schweden, Frankreich, aus Europa und aus Lateinamerika besetzt. Antonio González Quintana, der von 1986 bis 1994 die Leitung der Abteilung spanischer Bürgerkrieg am historischen Nationalarchiv von Salamanca innehatte, wurde zum Projektleiter ernannt. Dabei ging es darum, die Situation des Dokumentenbestands zur Unterdrückungspolitik dieser Regierungen zu analysieren. Infolge des Demokratisierungsprozesses der achtziger Jah-

re begannen verschiedene Regierungen vieler europäischer, afrikanischer und asiatischer Staaten, sich der Folgen und Lasten derartiger Archivbestände zu entledigen.

So erwarb sich die internationale Gemeinschaft der Archivare den Ruf, sich der Sorgen der Menschenrechtsvereinigungen anzunehmen und sich für den Erhalt dieser Bestände entschieden einzusetzen. Dieser Einsatz war notwendig, um auf die Verantwortung hinzuweisen, die mit einer möglichen Rekonstruktion der jeweiligen Sozialgeschichte einhergeht, und um die Kontinuität des Kollektivgedächtnisses sicherzustellen. Gleichzeitig wurden damit ethische und deontologische Fragestellungen mit Problemstellungen zur Sicherung und Erschließung dieser Archivbestände und zu deren rechtmässiger Benutzung verknüpft.

Die Arbeitsgruppe wurde auch damit beauftragt, aufgrund der durch ihre Mitglieder durchgeführten Studie zu den notwendigen Verfahren für den Erhalt dieser Bestände während der Übergangsphase zur Demokratie Empfehlungen auszusprechen<sup>2</sup>.

Mehr als zehn Jahre sind seitdem vergangen, und der Autor sah die Notwendigkeit, den Bericht der Arbeitsgruppe jetzt zu aktualisieren. Die Welt hat sich rasant verändert, und die Ereignisse haben es ihm jetzt ermöglicht, die Analyse der Wechselbeziehung zwischen Archiven und Menschenrechten zu vertiefen. Es schien ihm auch wichtig, die Untersuchung auf andere Archivbestände, also nicht nur auf Bestände repressiver Staaten, auszudehnen. Dies war auch von zahlreichen Forschern, Historikern und Archivaren gefordert worden.

Um ihre Sammel-, Erhaltungs- und Archivnutzungsaufgabe zu erfüllen, benötigen die Archivare erweiterte Kenntnisse zur Herkunft der Bestände

sowie zu den jeweiligen Organen, die diese Dokumente erstellt hatten. Diese Wissenslücken können sowohl aus der Missachtung wie auch aus der Verteidigung der Menschenrechte entstanden sein. González Quintana unterscheidet in seinem Bericht vier Gruppen von Archiven, welche in der Übergangsphase eine wichtige Rolle spielen:

- Die Archive des Grauens oder des Terrors: Der Bericht analysiert die Charakteristika der Entstehung, die Entwicklung und die Dokumentenverarbeitung, die die massive Verletzung der Menschenrechte seitens öffentlicher Institutionen aufzeigen. Eine Reihe von Archiven wie diejenigen der Staatssicherheitsdienste, der Sondergerichte, der Gefängnisse und der Gefangenenlager der Militärs, der Polizei und der Justizorgane fallen

**Um ihre Sammel-, Erhaltungs- und Archivnutzungsaufgabe zu erfüllen, benötigen die Archivare erweiterte Kenntnisse zur Herkunft der Bestände sowie zu den jeweiligen Organen, die diese Dokumente erstellt hatten.**

unter diesen Punkt. Der repressive und gut ausgerüstete Apparat wurde häufig durch eine einflussreiche Bürokratie gedeckt, welche die Bevölkerung in Schach gehalten hat.

- Die Archive des Schmerzes: Es werden die Charakteristika der Dokumentationspraxis der Organisation, die der Verteidigung und der Anklage der Verletzung der Menschenrechte dienen, analysiert. Dabei handelt es sich um Archive von Organisationen zur Verteidigung von Opfern von Menschenrechtsverletzungen, von Parteien, von Gewerkschaften und Oppositionsorganisationen (im Geheimen oder im Exil), von Organisationen zur Verteidi-

1 González Quintana Antonio, *Políticas Archivísticas para la Defensa de los Derechos Humanos: Actualización y ampliación del informe elaborado para Unesco y Consejo Internacional de Archivos (1995) sobre gestión de los archivos de los servicios de seguridad del estado de los desaparecidos regímenes represivos*, ICA, Paris, 2008; Website: <http://www.ica.org/fr/node/39123>

2 González Quintana Antonio, «Les archives de services de sécurité des anciens régimes répressifs», in *Janus*, 1999.1, ICA, Paris, S. 13–31

gung der Menschenrechte wie auch von religiösen Organisationen, Juristengruppen und Anwälten sowie Zivilorganisationen. Diese Bestände sind einerseits unentbehrliche Quellen, um die Vergangenheit zu kennen, und andererseits Beweise, die die rechtliche Verantwortung belegen und damit der Wiedergutmachung von Rechtsverletzungen dienen können.

– Die Archive der Justiz: Hier untersucht der Autor die Archive der Rechtsorgane im Übergangsprozess zur Demokratie und der Kommissionen der Wahrheitsfindung, welche nach dem Untergang der repressiven Regierungen geschaffen wurden, um die Verantwortlichen für die Verletzung der Menschenrechte zu verurteilen oder um die Opfer dieser Missetaten durch den Staat zu entschädigen (Beispiele: Tribunal von Ex-Jugoslawien, Ruanda, Pinochet; Kommissionen der Wahrheitsfindung, die in Ecuador, Peru, Mexiko und Paraguay eingerichtet werden). Dies sind neue Provenienzstellen für Dokumente, welche sich oftmals auf Aussagen von Zeugen und manchmal von Peinigern stützen. Die Justiz wird weltumspannend und erlaubt gleichzeitig eine Wiedergutmachung der Rechtsverletzungen von Einzelpersonen: Rehabilitierung, Amnestie, Entschädigungen, Unterhalt und Zurückerstattung der Güter.

– Die Archive des täglichen Lebens: Häufiger, als man denkt, erbringen diese Archive Beweise von Rechtsverletzungen, vor allem wenn die dokumentierende Gesellschaft der jeweiligen Länder durch einen Mangel an Freiheit und durch systematische Rechtsmissachtung unter dem Deckmantel der Straflosigkeit gekennzeichnet ist. Eine uneingeschränkte Archivpolitik, welche alle öffentlichen Dokumente umfasst, ist die beste Garantie für die Sicherung und die Verfügbarkeit dieser wichtigen Dokumente, an denen ein großes Interesse der Allgemeinheit besteht. Der Zufall, durch den die Dokumente entstanden sind, macht sie zu einem Spiegelbild der Gesellschaft, die sie hervorgebracht hat, und somit zum Ausdruck des Gedächtnisses der betreffenden Zivilgesellschaft.

Die Rolle der Archivare und der Archive hat sich gleichfalls stark weiterentwickelt; sie sind zu Garanten der Bürgerrechte und zu einem wichtigen Element des kollektiven Gedächtnisses der jeweiligen Zivilgesellschaft geworden. Sie spielen eine immer wichtigere Rolle bei der Verankerung der Kollektiv- und Individualrechte. Sieben Faktoren begründen die Notwendigkeit, den Bericht zu aktualisieren.

Das jetzt erwachte Bewusstsein für die Wichtigkeit dieser Unterlagen im Zuge der aktuellen Vergangenheitsverwaltung oder für die Rehabilitierung der noch älteren geschichtlichen Vergangenheit verleiht den Archiven ein größeres Gewicht. Die Wichtigkeit der Wahrnehmung der Vergangenheit für die Rahmenbedingungen der Gegenwart zeigt, dass man es bei offiziellen Reden und bei Volksmythen nicht bewenden lassen kann.

Der Einfluss, den das Zugänglichmachen der Unterlagen der Staatssicher-

**Die Rolle der Archivare und der Archive hat sich gleichfalls stark weiterentwickelt; sie sind zu Garanten der Bürgerrechte und zu einem wichtigen Element des kollektiven Gedächtnisses der jeweiligen Zivilgesellschaft geworden.**

heitsdienste im Verlauf des Prozesses des politischen Übergangs zur Demokratie hatte, hat gezeigt, was für ein wichtiges Mittel der Wiedergutmachung, aber auch was für eine starke politische Waffe dies zur Durchsetzung der Ziele der genannten Menschenrechtsorganisationen sein kann und welche Vorteile in den politischen Auseinandersetzungen damit errungen werden können.

Die Entwicklung der Archivierungspolitik erlaubt es, die unterschiedlichen Quellen (Verletzung, Verteidigung) in Gegensatz zueinander zu stellen und deren gegenseitige Wichtigkeit bewusst zu machen. Das Treffen zwischen Archivaren und Menschenrechtsverteidigern hat es möglich gemacht, die interdisziplinäre Arbeit in ihren jeweiligen Zielsetzungen für die Archivare und

die Menschenrechtsorganisationen zu verbessern. Der bekannte Bericht von Louis Joinet zum Kampf gegen die Straffreiheit, der von Diane Orentlicher kürzlich aktualisiert wurde (beide sind in der Archivwelt wichtige Persönlichkeiten), spricht in diesem Zusammenhang vom Recht des Wissens und des Erinnerens<sup>3</sup>.

Die Liste der Standorte derjenigen Archive, welche der Öffentlichkeit zugänglich sind, muss aktualisiert werden (z. B. nach der Entdeckung der Archive der Nationalpolizei von Guatemala im Jahre 2005). Der Bericht erwähnt gleichfalls die rasche Entwicklung der Informationsgesetze, das gesetzliche Recht auf Zugang und die Schaffung von Institutsarchiven oder Instituten der Vergangenheitsbewältigung wie etwa die entsprechenden Museen in Osteuropa.

Das gleichlautende Interesse von Archivaren, Historikern, der Zivilgesellschaft und der Menschenrechtsverteidiger hat dazu geführt, dass viele Symposien oder Konferenzen das Thema der Erhaltung und des Zugangs zu strategischen Dokumenten behandeln. Dies macht es möglich, sich auf ein gemeinsam überliefertes Erbe zu verständigen und den Rahmen für juristische Wiedergutmachungsprozesse zu schaffen. Der überarbeitete Bericht gibt Regierungsorganen zwölf Empfehlungen ab, die anhand von konkreten Beispielen aus Risikoländern belegt werden:

1. Die Dokumente, welche Menschenrechtsverletzungen beweisen, müssen aufbewahrt werden.

3 Joinet Louis, *The Administration of Justice and the Human Rights of Detainees: Question of the impunity of perpetrators of human rights violations (civil and political)*, UNO, Commission on Human Rights, 1997 [http://www.unhcr.ch/huridocda/huridoca.nsf/\(Symbol\)/E.CN.4.sub.2.1997.20.Rev.1.En](http://www.unhcr.ch/huridocda/huridoca.nsf/(Symbol)/E.CN.4.sub.2.1997.20.Rev.1.En)  
Orentlicher Diane, *Promotion et Protection des Droits de l'homme: Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité*, UNO, Commission des Droits de l'homme, 2005 <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G05/109/01/PDF/G0510901.pdf?OpenElement>

2. Die Dokumente, welche Menschenrechtsverletzungen beweisen, müssen für die Rechtsprechung verfügbar sein.
3. Die Archive der Organisationen der repressiven Regierungsorgane müssen der demokratischen Rechtsordnung übergeben werden.
4. Die Archive der früheren repressiven Regierungen müssen unter die Kontrolle der neuen demokratischen Behörden gestellt werden.
5. Die Archive der Kommissionen der Wahrheitsfindung und ähnlicher Organisationen müssen geschützt werden, und der Gebrauch ihrer Bestände muss durch das Gesetz geregelt sein.
6. Es muss eine Lösung für die Sicherung und Erhaltung der Archive der Gerichte gefunden werden, mit dem Ziel, dass damit Kriegsverbrechen oder Menschenrechtsverletzungen beurteilt werden können.
7. a) Die Dokumente, welche die vergangenen politischen Unterdrückungen bezeugen, müssen in öffentlichen Archiven oder, falls sie zu viel Platz beanspruchen, vorübergehend in einem eigens dafür geschaffenen Zentrum verwaltet werden, um danach in die entsprechenden Nationalarchive überführt zu werden.  
b) Die Archivzentren, welche die Dokumente aus der Zeit der Unterdrückung verwalten, müssen dem gesetzlichen Schutz von Kulturgütern unterstellt werden.
8. Der Zugang zu den Archiven der Unterdrückung muss gesetzlich verankert werden.
9. Die Länder, welche sich gerade in einer Übergangsphase zur Demokratie befinden, müssen die Quellen von Menschenrechtsverletzung und politischer Unterdrückung, die ihre Länder betreffen und die sich in den Händen der Geheimdienste traditionsgemäss demokratisch geführter

4 Peterson Trudy, *Final Acts: a Guide to Preserving the Records of Truth Commissions*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2001; auch auf folgender Website zugänglich: [http://www.wilsoncenter.org/press/peterson\\_finalacts.pdf](http://www.wilsoncenter.org/press/peterson_finalacts.pdf); *Temporary Courts, Permanent records*, 2006, über den Link <http://www.usip.org/pubs/specialreports/sr170.pdf>

- Länder befinden, einfordern können. Die wichtige Rolle der Zivilgesellschaft als Druckmittel auf Regierungen im Hinblick auf Führung und Öffnung solcher Archive muss anerkannt werden.
10. Die Archive der Staatsorgane, welche in die Menschenrechtsverletzungen verwickelt sind, müssen gefunden und bekannt gemacht werden.
11. Es müssen Hilfsmassnahmen zur Lokalisierung, zum Schutz und zur archivarischen Bearbeitung der Dokumentenbestände bereitgestellt werden, die von Menschenrechts- und Oppositionsorganisationen erstellt worden sind.
12. Die Liste der Archive repressiver Staatsorgane muss offengelegt werden. Die Erfassung jeglicher Archive, welche solche Bestände haben, nimmt von Tag zu Tag zu. Damit ist die Bekanntmachung und die Öffnung dieser Archive sichergestellt (im Anhang des Berichts; ebenfalls durch andere Organisationen wie Les Archivistes sans Frontières, Memoria Abierta in Argentinien, Memory of the World von der UNESCO und die Sektion Archive und Menschenrechte des ICA).

Die generellen Grundlagen der Archivwissenschaft haben im Allgemeinen ebenfalls für die Archive der repressiven Regierungen ihre Gültigkeit. So soll der Bestand identifiziert werden, das Provenienzprinzip angewendet werden, detaillierte Inventare müssen

**Die generellen Grundlagen der Archivwissenschaft haben im Allgemeinen ebenfalls für die Archive der repressiven Regierungen ihre Gültigkeit.**

ausgearbeitet werden, auch sollen die jeweiligen Bestände bewertet werden, um sie dann mit den Beständen anderer Bereiche zu vergleichen. Die Bestände müssen sicher aufbewahrt werden, und gleichzeitig soll der Zugang in gerechter und vertrauenserweckender Art und Weise gewährleistet sein. Weiter muss die Führung dieser Archive nach deontologischen Grundsätzen der Archivare, welche sich mit den Be-

ständen der früheren repressiven Regierungen beschäftigen, garantiert sein. Dies sind die Überlegungen und beruflichen Empfehlungen, welche González Quintana zum Schluss seines Berichts aufführt, der sich wie sein erster Bericht auf den Zeitraum von der portugiesischen Nelkenrevolution bis zum Ende der Apartheid in Südafrika (1974–1994) konzentriert.

Einige Spezialgesetze werden im Anhang zitiert, darunter diejenigen aus Brasilien, Deutschland (die Bundeskommission für die Verwaltung der Stasiarchive dient dabei als Beispiel), Polen, der Slowakei und Ungarn.

Die überarbeitete Studie von Antonio González Quintana ist ein Werkzeug unter vielen, welches die Besorgnis der internationalen Archivwelt aufgreift, den Schutz und den Zugang zu den Dokumenten zum Thema

**Die überarbeitete Studie von Antonio González Quintana ist ein Werkzeug unter vielen, welches die Besorgnis der internationalen Archivwelt aufgreift, den Schutz und den Zugang zu den Dokumenten zum Thema Menschenrechtsverletzungen zu verbessern.**

Menschenrechtsverletzungen zu verbessern. Das Recht auf Wahrheit, das Recht des kollektiven Erinnerens, das Prinzip des *habeas data*, welches es dem Einzelnen erlaubt, historische Recherchen zu machen und zu wissen, was die Archive an Information über seine eigene Person enthalten, sind deckungsgleich mit den von Louis Joinet beschriebenen Prinzipien aus seinem Bericht über den Kampf gegen die Straflosigkeit. Das Recht zu wissen, das nicht veräusserbare Recht auf Wahrheit, auf Gerechtigkeit, auf Wiedergutmachung und die Pflicht des «Sicherinnerns» müssen durch beweiskräftige Originaldokumente belegt werden können.

Mit demselben Ziel hat die amerikanische Archivarin Trudy Peterson einen Leitfaden und einen Bericht zur Erhaltung der Dokumente von Wahrheitskommissionen und von internationalen Tribunalen veröffentlicht<sup>4</sup>. Im elektronischen Zeitalter ist dies notwendig, da die Sicherung dieser Art von

Archiven angesichts der Grösse der Aufgabe nicht aufgeschoben werden kann. Eine solche Herausforderung kann nur mit der Unterstützung und der Teilnahme aller an dieser Proble-

matik Interessierten gelöst werden. Alle (internationalen) Regierungsorganisationen und Nicht-Profit-Organisationen müssen die Frage der Archive in ihre Überlegungen mit einbeziehen

und die Sicherung dieser Dokumente sowie den Zugang zu ihnen im gesetzlich möglichen Rahmen fördern.

Kontakt: [cristina.bianchi@pully.ch](mailto:cristina.bianchi@pully.ch)

## Le droit de savoir – les archives pour la défense des droits de l'homme

### L'exemple du Guatemala: sauvegarde des archives historiques de la police nationale

Céline Terry, adjointe de direction, Archives fédérales suisses, Berne

**En 2005, les archives historiques de la police nationale guatémaltèque sont redécouvertes par hasard dans un ancien entrepôt. Ces documents contiennent les preuves des violations des droits humains perpétrées pendant la période dictatoriale des années 1980, notamment. Afin de mettre en sécurité ces documents hautement sensibles, les Archives fédérales suisses, soutenues par le Département fédéral des affaires étrangères, accueillent en Suisse une copie de sécurité des documents numérisés.**

En 2005, les archives historiques de la police nationale guatémaltèque sont redécouvertes tout à fait par hasard dans un ancien entrepôt de munition. Huit kilomètres linéaires d'archives, soit environ 80 millions de documents, sont ainsi mis au jour. Rapports de police, plans, décrets officiels gisent à même le sol, entreposés comme de simples déchets. Ces liasses de feuilles jaunies et en mauvais état sont aussitôt confiées à la Procuraduría de los Derechos Humanos (PDH), les services nationaux du Procureur des droits humains, car elles contiennent des preuves de violations des droits humains et de disparitions forcées commises durant la guerre civile au Guatemala entre 1960 et 1996.

Après la découverte de ces archives, les services de la PDH obtiennent du Mi-

nistère de la justice la mise sous scellés des lieux, afin de permettre le classement et l'analyse de ces millions de pages de documents. Avec le soutien de la coopération internationale, un ambitieux projet de sauvegarde est initié. Sous la supervision d'experts internationaux, plus de 200 personnes travaillent à la remise en état des archives, à leur numérisation, à leur transfert dans une base de données et à la mise en place d'une réglementation de consultation. Un travail de recherche est en outre effectué parallèlement afin de clarifier nombre de cas de violations des droits humains.

Le travail réalisé par les archivistes et les membres des services de la PDH portent rapidement ses fruits dans la lutte contre l'impunité régnant au Guatemala. Au début du mois de mars 2009, deux anciens policiers sont en effet inculpés dans le cadre d'une affaire de disparition forcée, grâce à des informations découvertes dans les archives.

Parallèlement à ces résultats prometteurs, une série inquiétante d'attaques et de menaces sont perpétrées à l'encontre des membres des services de la PDH et de leur famille afin de les dissuader de poursuivre leur travail. Ceci vient confirmer le fait que les informations contenues dans les archives historiques de la Police nationale sont extrêmement sensibles. Les décisions politiques qui ont abouti à l'ouverture des archives et à leur exploitation en vue

d'une politique mémorielle sont à saluer. Mais il faut également garder en tête que lesdites archives ne sont pas à l'abri d'une tentative de destruction, par exemple à la faveur d'un retournement politique.

Les Archives fédérales suisses (AFS) ont très tôt pris conscience de ce risque grâce à leur rencontre avec Carla Villa-grán, conseillère personnelle du Procureur des droits humains du Guatemala, en mars 2007. Andreas Kellerhals, directeur des AFS, est à ce moment-là responsable de l'axe de programme prioritaire du Conseil international des archives (CIA), intitulé «Défense et promotion des archives». Souhaitant profiter du fait que le siège du Conseil des

**Après la découverte de ces archives, les services de la PDH obtiennent du Ministère de la justice la mise sous scellés des lieux, afin de permettre le classement et l'analyse de ces millions de pages de documents.**

droits de l'homme se trouve en Suisse, il décide de plaider la cause des archives auprès de cette institution. Il organise alors, conjointement avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le CIA, une séance d'information à l'intention des délégués du Conseil, afin de les sensibiliser à l'importance des archives pour la défense des droits de l'homme.